



Bilan agricole 2016 en Bretagne

Une conjoncture difficile dans plusieurs secteurs

La conjoncture 2016 s'avère laborieuse pour plusieurs secteurs agricoles. Celui du lait est particulièrement touché, avec un prix affaibli en début d'année par un contexte de surproduction. Les cours des bovins se réduisent, sous l'afflux notamment des réformes de vaches laitières. Indirectement, la grippe aviaire touche la Bretagne. En revanche, le prix du porc remonte, après plusieurs années de crise. La baisse du coût de l'aliment est par ailleurs favorable aux différents secteurs de l'élevage. En 2016, la sécheresse au printemps et à l'été perturbe la production de céréales et de légumes.

Céréales : récoltes très décevantes

En 2016, la **production céréalière** bretonne chute. Elle perd 13 % sur celle de 2015 et 7,5 % sur la moyenne 2011-2015. C'est le résultat d'une baisse des rendements de l'ensemble des céréales, y compris maïs, mais aussi d'un repli des surfaces en maïs grain.

La **sole céréalière** globale augmente légèrement de 0,9 % par rapport à 2015. Elle progresse fortement en orge (+ 14,5 %), et plus faiblement en blé (+ 0,8 %), tandis qu'elle recule significativement en triticales (- 18,6 %), ainsi qu'en maïs grain (- 4,6 %). Dans un contexte de déficit fourrager lié au manque de pluie et à la chaleur de l'été et de l'automne 2016, une partie des surfaces initialement prévues en maïs grain, ont été ensilées.

Malgré la douceur de l'automne 2015 et de l'hiver 2016, favorisant la mise en place des céréales à paille et le développement des grandes cultures, la sécheresse relative du printemps, puis surtout celle de l'été 2016 font chuter les **rendements des céréales à paille**. Ils fléchissent de 13 % par rapport à 2015 et de 8 % par rapport à la moyenne quinquennale. Comparés à 2011-2015, les rendements perdent 8 q/ha pour le triticales, 7 q/ha pour l'orge et 5 q/ha pour le blé. Cependant la qualité des céréales est meilleure en Bretagne que dans les autres régions, en particulier pour le blé.

Le rendement du **maïs grain** recule de 14 % en un an et perd même 13 q/ha par rapport à la moyenne quinquennale, mais la qualité des grains est relativement correcte. Les semis démarrent plus tardivement que l'an dernier, puis les levées sont rapides et homogènes. En juin, des attaques inédites de mouches géomyzes provoquent de nombreuses pertes. En juillet-août, les plants souffrent d'un manque d'eau, en pleine floraison. La récolte s'achève plus tôt qu'en 2015. Les rendements sont globalement mauvais, mais très hétérogènes : la déception est

plus grande à l'est de la Bretagne, que dans le Trégor et le Finistère.

La sole en **oléagineux** s'accroît en 2016 (42 060 ha) et les rendements sont plutôt stables. La production gagne 8 % sur celle de l'an passé.

En 2016, avec 7 400 ha, les surfaces en **protéagineux** augmentent pour la troisième année consécutive. Elles restent toutefois très inférieures à celles de 2010, favorisées alors par des mesures financières en faveur de l'autonomie en protéines.

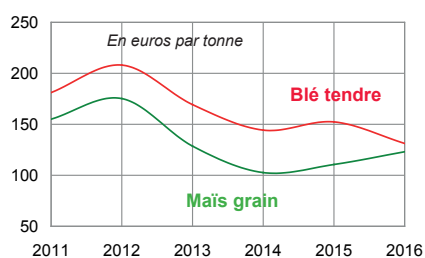
Malgré la faiblesse des récoltes en France, les cours des céréales demeurent peu élevés, en raison de l'abondance des disponibilités mondiales. En Bretagne, au 31 décembre, le **prix de base des céréales** récoltées en 2016 fléchit par rapport à 2015 : de 13 % pour le blé, 23 % pour l'orge et 15 % pour le triticales. Pour le maïs grain, en revanche, il s'accroît de 11 %. Les cours des céréales restent très inférieurs à leurs moyennes des cinq dernières campagnes. La dépréciation de leurs prix bénéficie aux secteurs de l'élevage, grâce à la réduction répercutée sur le coût de l'alimentation animale.

Amélioration pour la filière porcine

Après plusieurs années difficiles, en particulier 2015, la conjoncture 2016 est plus favorable aux producteurs de porcs, grâce à un prix plus élevé et un coût de l'aliment en baisse.

Le volume de porcs charcutiers abattus dans la région augmente pour la deuxième année consécutive : + 1,9 % par rapport à 2015 et + 3,3 % par rapport à la moyenne quinquennale. Le volume 2016 s'élève 1,26 million de tonnes (y compris tête et pieds) pour 13,8 millions d'animaux. Au niveau national, les exportations de viande porcine s'accroissent légèrement globalement, mais bondissent de 19 % vers les pays tiers. La consommation globale est comparable à celle de 2015. Celle des ménages se réduit cependant.

Le prix des céréales en Bretagne



Source : Agreste, Draaf Bretagne - FranceAgriMer

Les principales productions en 2016

	Bretagne 2015	Bretagne 2016	Evolution 2016/2015 (%)	Part Bretagne/France en 2016 (%)
Productions végétales (tonnes)				
- Blé	2 348 184	2 074 233	- 11,7	7
- Maïs grain	1 148 323	942 461	- 17,9	8
- Orge	768 065	741 995	- 3,4	7
- Triticale	233 947	164 448	- 29,7	11
- Autres céréales	76 438	68 511	- 10,4	2
- Oléagineux	134 150	144 397	7,6	2
- Maïs fourrage	4 294 778	3 634 590	- 15,4	23
- Choux-fleurs	239 638	202 880	- 15,3	83
- Tomates	219 746	240 063	9,2	30
Lait (millions de litres)				
Livraisons à l'industrie	5 422	5 309	- 2,1	22
Activité dans les abattoirs (tonnes)				
- Bovins - 12 mois	66 852	66 655	- 0,3	32
- Gros bovins	258 609	258 620	0,0	21
- Porcs	1 275 567	1 298 450	1,8	59
- Gallus	374 814	350 944	- 6,4	33
- Dindes	142 285	146 324	2,8	42
Production d'œufs des élevages professionnels (milliers)				
- Œufs de consommation	6 055 120	5 907 598	- 2,4	44

Source : Agreste, *Draaf Bretagne, statistique agricole annuelle (2015 définitive, 2016 provisoire)*, enquête auprès des laiteries, enquête auprès des abattoirs

Les cotations porcines remontent, après avoir été, en 2015, les plus basses depuis 2010. Le prix de base du porc charcutier à Plérin s'établit à 1,28 €/kg en moyenne annuelle. Il gagne 4 % par rapport à 2015, mais reste plus bas que la moyenne quinquennale (- 5,6 %). Au premier semestre, les prix mensuels sont inférieurs à ceux de l'an passé, puis ils les dépassent à partir de juin.

Au premier trimestre, l'activité d'abattage est correcte, mais les prix restent bas. Un plan pour l'avenir de la filière porcine en Bretagne est signé en février, avec une enveloppe de soutien à l'élevage de 30 millions d'euros en 2016, en faveur de l'investissement dans la modernisation des élevages. Au deuxième trimestre, l'offre est insuffisante par rapport à la demande, en France comme dans les autres pays européens, ce qui entraîne une hausse importante des cours. Si la demande est peu soutenue sur le marché européen, en raison de la météo maussade, celle à l'export vers les pays tiers est très forte, notamment vers la Chine, et malgré l'embargo russe sur le porc européen prolongé jusque fin 2017. La filière porcine chinoise, en pleine restructuration, augmente en effet ses importations pour garantir la qualité des produits et satisfaire la demande intérieure. Au troisième trimestre, la baisse de l'offre européenne et le maintien de la forte demande asiatique permettent la poursuite de l'embellie du prix du porc. Un pic est atteint en septembre, à 1,52 €/kg. La baisse du cheptel européen de truies, et le recul de la production qu'elle entraîne, permettent aux cours de rester élevés au dernier trimestre. À l'export,

le flux commercial se poursuit à un bon rythme vers l'Asie. Au marché de Plérin, l'année se termine avec un prix de base à 1,3 €/kg en décembre, prix supérieur de 18 centimes à celui de décembre 2015.

Parallèlement, le coût de l'aliment recule pour la troisième année consécutive. Il baisse au premier semestre, puis se stabilise à partir de juillet. Estimé par l'Ifip (Institut de la filière porcine), le prix de l'aliment industriel pour porcs à l'engrais perd 4,6 % par rapport à 2015 et 13 % par rapport à la moyenne quinquennale.

La grippe aviaire dans le Sud-Ouest impacte aussi la Bretagne

En raison de la fermeture de frontières qu'elle entraîne, la grippe aviaire dans le Sud-Ouest impacte aussi la Bretagne : les abatteurs (particulièrement l'export de poules pondeuses de réforme), mais aussi les accouveurs (export d'œufs à couver) et les sélectionneurs (export de poussins et dindonneaux futurs reproducteurs).

Après une activité relativement soutenue l'an dernier, le volume de **poulets** abattus en Bretagne en 2016 est inférieur de 6 % à celui de 2015 et à la moyenne quinquennale. La région subit à l'export les conséquences de la grippe aviaire, certains pays interdisant l'importation de volailles depuis l'ensemble de l'Hexagone. Sur l'année, les exportations françaises de viande de poulet reculent fortement (- 10 % sur 2015). Celles de poulet entier congelé vers les pays du Moyen-Orient baissent, au bénéfice d'exportations brésiliennes favorisées par un réal brésilien au plus bas. Point positif, la consommation globale française de viande de poulet continue de s'améliorer

en 2016. À noter toutefois qu'un peu plus de quatre poulets sur dix consommés en France sont importés, soit une part comparable à 2015.

La situation de la **filière dinde** est toujours difficile. Le volume abattu excède de 2,8 % celui de l'an passé. Le nombre abattu diminue cependant, du fait d'un poids moyen plus élevé de 6 %, lié en partie à la recherche de souches plus lourdes. Les exportations françaises de viande de dinde sont en légère hausse, mais restent très en dessous de la moyenne 2011-2015 (- 10 %). Cependant, après trois années de baisse, la consommation nationale s'améliore.

La baisse du coût de l'énergie et des aliments pour volailles en 2016 continue d'alléger les charges des éleveurs. En Bretagne, l'Ipampa¹ aliment pour volaille diminue de 3,9 % en un an, et de 9,4 % par rapport à la moyenne quinquennale. La baisse des prix des marchés qui s'ensuit est assez limitée. Le cours moyen à la production du poulet standard recule ainsi de 1,3 % en France en un an. Il s'affiche à 0,86 €/kg vif. De même, le cours moyen à la production des dindes faiblit de 0,7 % par rapport à l'an passé (1,15 €/kg vif). Ces cours restent inférieurs à leurs moyennes quinquennales respectives (- 5 % pour le poulet comme pour la dinde).

En 2016, la production d'**œufs de consommation** faiblit un peu, mais reste élevée : - 2,4 % par rapport à 2015, et + 4 % comparée à la moyenne 2011-2015.

1 - L'Indice des Prix d'Achat des Moyens de Production Agricole (IPAMPA) permet de suivre l'évolution des prix des biens et des services utilisés par les agriculteurs pour leur exploitation agricole. Ces prix sont relevés auprès des vendeurs de produits nécessaires aux exploitations.

Malgré cette baisse annuelle, la cotation TNO (Tendance Nationale Officiuse), calibre 53g-63g, se replie à 6,31 €/100 œufs en moyenne annuelle, soit - 7 % sur 2015 (- 6 % sur 2011-2015). Le cours des œufs recule en raison d'une production européenne abondante et d'une réduction de la demande des États-Unis, dont les importations reviennent à la normale en début d'année, après leur épisode de grippe aviaire du printemps 2015. La France perd des parts de marché sur les ovoproduits, aussi bien à destination de l'Union européenne que vers les pays tiers. En fin d'année, l'offre recule suite à la contamination d'élevages par des salmonelles induisant l'abattage de leurs pondeuses. Les prix flambent alors en novembre et décembre, dans un contexte de demande soutenue comme habituellement à cette période. Ils terminent à 8,4 €/100 œufs le dernier mois. La part des œufs en provenance de poules pondeuses en cage diminue progressivement en France, au profit des élevages alternatifs. En 2016, elle est de 68 %, contre 80 % en 2009. Plusieurs enseignes de la grande distribution annoncent l'arrêt progressif de la vente d'œufs de poules en cage. Le 14 octobre, lors du lancement du Contrat Sociétal d'Avenir, l'interprofession de l'œuf (CNPO) fixe l'objectif de 50 % d'œufs alternatifs d'ici 2022 afin de répondre aux nouvelles attentes du marché.

Des prix toujours en repli pour les gros bovins, en progrès pour les veaux

Les **abattages de gros bovins** sont stables globalement, conséquence de deux évolutions opposées entre les vaches laitières et les taurillons. La conjoncture laitière dégradée, avec un prix du lait au plus bas depuis 2009, favorise la décapitalisation du troupeau laitier. Les volumes de vaches laitières abattues augmentent de 5,7 % en un an (+ 4,4 % sur 2011-2015), avec un pic d'abattage assez habituel en mars, mais aussi en juin, août-septembre et novembre. Les abattages sont en effet renforcés par un contexte de faible disponibilité fourragère 2016 liée à la sécheresse et par la mise en œuvre des mesures d'incitation à la réduction de production laitière, applicables au dernier trimestre 2016. À l'inverse, les abattages de taurillons reculent (- 7 %), après avoir augmenté l'an dernier. Leur volume se rapproche cependant de la moyenne quinquennale. Au niveau national, les exportations de gros bovins vivants s'améliorent avec un gain de 10 % sur celles de 2015. La consommation (y c. la restauration hors domicile) de viande bovine en France se stabilise. Cependant les ménages en achètent moins, à l'exception du haché frais.

La baisse des prix des gros bovins s'accroît en 2016, dans un contexte toujours dégradé des marchés laitiers. En moyenne annuelle, le prix de la vache laitière P du bassin Grand Ouest descend à 2,64 €/kg, soit 7,8 % de moins qu'en 2015 et - 14 % par rapport à la moyenne quadriennale 2012-2015. Le recul des cotations touche également les autres bovins. Celui concernant les jeunes bovins R est toutefois de moindre ampleur (- 2,7 % sur 2015 et - 4,1 % sur 2012-2015). La fédération nationale bovine initie en mai une démarche *Cœur de gamme*, qui vise d'une part à déconnecter le cours de la viande des races allaitantes de celui des races laitières, et d'autre part à répondre à une demande croissante de viande haut de gamme. Plusieurs enseignes de la grande distribution s'engagent dans cette démarche, qui prévoit de revaloriser de 1 €/kg le prix payé au producteur pour ce segment. Par ailleurs, une aide pour la commercialisation de jeunes bovins mâles de race viande ou mixte plus légers, commercialisés début 2017, est mise en place, afin d'amorcer une remontée des cours en limitant les quantités de viande mises sur le marché.

Comme pour les autres animaux, la baisse du coût de l'aliment pour gros bovins se poursuit pour la troisième année. L'Ipampa décroît de 4,8 % par rapport à 2015, et passe même en dessous de la moyenne quinquennale (- 5,8 %).

Le volume de **veaux de boucherie** abattus est stable, comparé à 2015, après avoir augmenté l'an dernier pour la première fois depuis 2005. La conjoncture s'améliore un peu, avec un prix du veau gagnant 2 % sur 2015, après trois années de baisse. La reprise avait démarré au dernier trimestre 2015. Le prix moyen annuel atteint 5,6 €/kg pour le bassin Nord. Il reste cependant inférieur à la moyenne triennale 2013-2015 (- 3 %). Sur un an, le coût des aliments d'allaitement recule (- 4 %), mais moins fortement qu'en 2015.

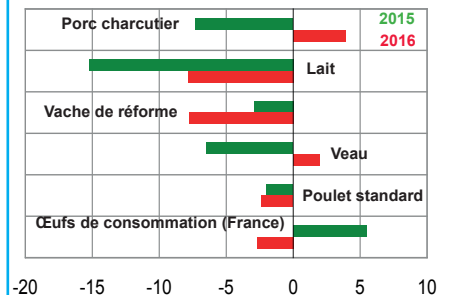
Une conjoncture laitière difficile, mais des signes d'amélioration

En début d'année, dans un contexte de surproduction mondiale, accentuée par la fin des quotas laitiers en avril 2015 en Europe, le prix du lait chute. Afin de contenir la production, la Commission européenne décide en mars 2016 de doubler les plafonds d'intervention pour le beurre et la poudre de lait écrémé. Elle autorise également à déroger au droit de la concurrence pour permettre des accords volontaires de limitation temporaire de production. Un plan européen de réduction de la production de lait au dernier trimestre 2016, par rapport à 2015, est adopté le 18 juillet, avec un volet français présenté en août : l'enveloppe européenne s'élève à

Évolution des prix en Bretagne

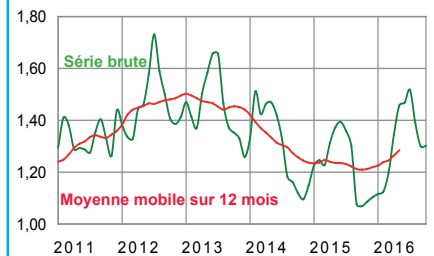
Prix des produits animaux

Bretagne - Variations annuelles en %



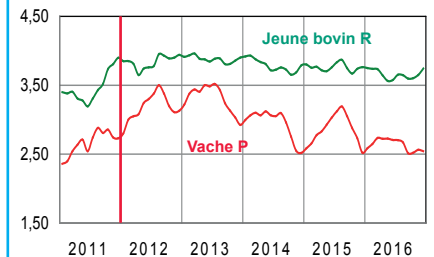
Prix du porc au cadran de Plérin

Bretagne - En euros par kg



Cours des bovins*

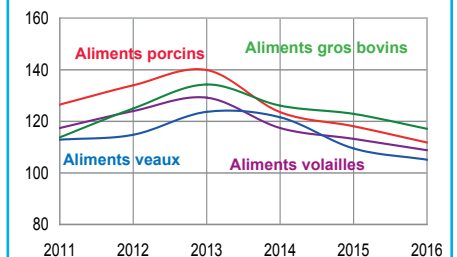
En euros par kg



* Cotations Bretagne jusqu'en 2011, cotations bassin Grand Ouest depuis 2012

Coût des aliments en Bretagne

Selon l'Ipampa base 100 en 2010



Sources : Agreste, Draaf Bretagne - Insee - FranceAgriMer - Marché au Cadran de Plérin

14 cts/kg de lait non produit, auxquels il faut ajouter une majoration de 10 cts/kg accordée par l'État français, dans la limite de 5 % de la production (afin d'éviter que de trop nombreux abattages de vaches laitières n'entraînent une déstabilisation du marché de la viande bovine).

Au second semestre, les déséquilibres des marchés laitiers commencent à se résorber. La Commission européenne décide le déstockage de 22 150 tonnes de poudre de lait écrémé, soit 6 % des stocks publics placés depuis septembre 2014. Au dernier trimestre, avec une production européenne et mondiale en baisse et une demande soutenue, notamment brésilienne et chinoise, les cours des produits laitiers industriels remontent, permettant un raffermissement du prix payé au producteur.

En Bretagne, les quantités de lait livrées par les producteurs en 2016 se réduisent de 1,7 % par rapport à celles de 2015, mais excèdent de 1,3 % la moyenne 2011-2015. À partir de mars, les livraisons sont inférieures à celles d'un an plus tôt en particulier en septembre (- 5,6 %), suite au manque de fourrage et, au dernier trimestre (- 4,2 %), en lien avec le plan européen de réduction de la production. La mise en œuvre de ce plan a bénéficié à 2 360 producteurs laitiers bretons.

Malgré des livraisons en baisse en Bretagne par rapport à 2015, le prix du lait payé aux producteurs bretons subit le contexte mondial de surproduction et fléchit de 8 % en 2016, pour atteindre

294 €/1 000 l, en moyenne annuelle. Durant toute l'année, les prix mensuels restent en retrait par rapport aux prix déjà faibles de 2015, mais aussi par rapport aux prix 2011-2015 (- 15 % en moyenne annuelle). Ils remontent cependant progressivement à partir d'août. Parallèlement, la baisse des charges d'aliments, les plus basses depuis 2012, ne suffit pas à compenser la chute du prix du lait.

Choux-fleurs et artichauts bien valorisés, crise au printemps pour les tomates

La conjoncture 2016 de **choux-fleurs** se caractérise par une offre très limitée et des prix élevés, pour la campagne d'hiver-printemps, comme pour celle d'été-automne. Comparés aux moyennes correspondantes 2011-2015, la production annuelle fléchit de 43 % et le prix moyen est presque doublé, atteignant 0,98 €/tête, prix producteur. En raison d'une offre exceptionnellement faible due à une avance en culture de plus d'un mois, le prix du chou-fleur breton atteint des sommets en mars, dans une ambiance européenne de pénurie. Les cours restent élevés en avril, favorisés par la demande étrangère et des températures basses incitant à la consommation. L'offre d'été est faible, comme habituellement. À l'automne, dopé par la demande à l'export, le chou-fleur, avec des volumes faibles, est bien valorisé. Mi-décembre, cependant, la faible consommation nationale et le ralentissement à l'export, provoquent une baisse des cours, le recours à la surgélation et l'apparition de premiers invendus.

Le bilan est mitigé pour les **tomates**. La production est abondante au printemps, mais la consommation n'est pas au rendez-vous, freinée par une météo maussade. La tomate est déclarée en crise du 24 mai au 13 juin. Le cours de la grappe bretonne fléchit de 23 % au printemps, comparé à la moyenne 2011-2015, et chute à 0,67 €/kg, stade expédition, en période de crise. Fin juin, la diminution de l'offre, le retour du beau temps et les nombreux engagements génèrent une nette reprise des cours. À l'été, ceux-ci dépassent de 27 % la moyenne quinquennale. Sur l'année, l'offre croît de 16 % et le prix moyen atteint 1,17 €/kg, soit + 2 % comparé à 2011-2015.

En 2016, l'offre d'**artichauts Camus** est inférieure d'un quart à la moyenne des cinq dernières campagnes, avec un prix annuel à 0,72€/kg, plus élevé de 28 %. Après une mise sur le marché en mai, concurrencée par le Calico du Sud-Ouest, le cours du Camus grimpe en juin, grâce à des opérations promotionnelles programmées, alors que les quantités ne sont pas au rendez-vous. Puis l'artichaut subit un déréférencement au cours de l'été, du fait d'une qualité fluctuante. Le cours baisse significativement en août. Au dernier trimestre, la baisse conséquente des volumes fait remonter les prix.

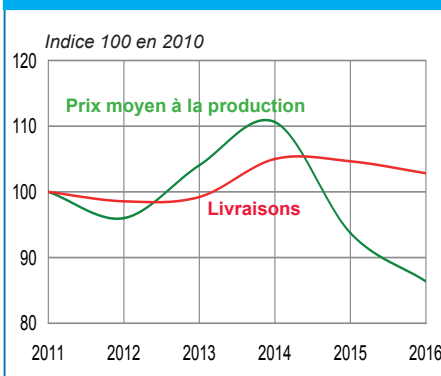
La saison est bonne pour les **pommes de terre primeurs**, avec un prix annuel en hausse, à 0,59 €/kg, et une offre très correcte.

Le cours du **poireau** est faible en deuxième partie de campagne 2015-2016, en raison d'un déséquilibre entre une offre fournie et une demande mesurée.

Le marché des **endives** connaît des difficultés au premier semestre 2016, avec des cours bas en l'absence de demande. La fin d'année est plus favorable en matière de prix, soutenus par de nombreux engagements et la baisse de production dans le nord de la France.

Porté par un marché d'exportation dynamique et une absence d'offre, le cours des **échalotes** reste élevé durant tout le deuxième trimestre 2016. La plantation de la campagne 2016-2017 est retardée par des sols complètement détrempés. L'année se termine par des prix rémunérateurs, autour de 1 €/kg. ■

Prix et livraison de lait en Bretagne



Source : Agreste, Draaf Bretagne - FranceAgriMer, enquête auprès des laitières

Pour en savoir plus

► Agreste Conjoncture - Décembre 2016 - N°8 - « Bilan conjoncturel 2016 - 2016, une année marquée par la baisse des récoltes et un début d'amélioration de la conjoncture pour certains secteurs de l'élevage ».

► Site Draaf Bretagne - Données - Statistique agricole - Conjoncture agricole <http://www.draaf.bretagne.agriculture.gouv.fr/Conjoncture-agricole>, 18

Agreste, la statistique agricole



Direction régionale de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt
Service régional de l'information statistique et économique

15 avenue de Cucillé
35047 Rennes cedex 9
Tél. : 02 99 82 22 30

Directeur : Philippe de Guenin

Direction de la publication : Claire Chevin

Rédaction en chef : Sylvie Lesaint

Rédaction : Linda Deschamps

PAO : Philippe Le Quellec

ISSN : 2491-5033

© Agreste 2017